

UE-Mercosur : on se moque des paysans

Voilà le cadeau empoisonné laissé aux agriculteurs par la Commission européenne sortante : un accord commercial avec les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay), dont les standards agricoles n'ont rien à voir avec les nôtres. Une Commission qui aurait pourtant dû se contenter de gérer les affaires courantes, d'autant que cet accord était en discussion depuis vingt ans. Et cela quelques semaines après une campagne pour les élections européennes, au cours de laquelle Bruxelles a cherché à montrer l'importance de l'Europe pour l'agriculture et l'intérêt qu'elle porte aux zones rurales. C'est se moquer du monde ! Quand les commissaires européens se sont félicités de cet « accord historique », ils devaient certainement penser au secteur automobile, à la pharmacie ou la chimie, mais sûrement pas à l'agriculture européenne monnaie d'échange des négociations.

Car les pays du Mercosur vont pouvoir écouler beaucoup plus facilement vers l'UE leur viande bovine, leur volaille, leur sucre ou leur éthanol (lire en page 12). Des portes grandes ouvertes pour des produits dont les coûts de production, les normes sociales, sanitaires, de bien-être animal et environnementales n'ont rien à voir avec les nôtres. Dans ces pays, la traçabilité individuelle des bovins n'existe pas. Le Brésil utilise les antibiotiques comme activateur de croissance, ce qui est interdit chez nous. Et son président a homologué quantité de produits phytos non autorisés dans l'UE. Bref, le fossé entre les modèles agricoles se creuse avec, d'un côté, des exploitations gigantesques et, de l'autre, des fermes qu'on voudrait familiales, croulant sous les normes, et qui ne peuvent rivaliser en termes de compétitivité.

Emmanuel Macron a salué un accord « bon à ce stade », tout en expliquant que « nous serons très vigilants ». Il y a de quoi ! Son ministre de l'Agriculture expliquait pourtant il y a peu que « la France ne ratifiera aucun accord qui nuirait aux intérêts des agriculteurs et consommateurs français et aux exigences de qualité sanitaire et alimentaire des standards européens ». Un beau discours ! Souvenons-nous qu'à l'issue des États généraux de l'alimentation, on parlait de montée en gamme de l'offre française. Puisque le compromis de l'UE avec le Mercosur doit encore être approuvé par le Conseil européen et les eurodéputés, on verra quelle sera la position défendue par la France. Les paysans français sauront alors si leur gouvernement considère ou non l'agriculture comme « quantité » négligeable, bonne à être bradée !

par Yvon Herry Rédacteur en chef web